



CRISE FINANCIÈRE EN GRÈCE

# DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Les analystes internationaux mettent leur grain de sel dans la crise grecque depuis des jours. Mais qu'en pensent les économistes locaux? Quelle est leur vision de l'intérieur? Notre collaboratrice a discuté avec trois sommités sur la question. Ils tirent à boulets rouges sur les spéculateurs sans scrupules, mais aussi sur leur propre gouvernement. Et leur pronostic est unanime: la sortie de crise sera longue et pénible.



**MALI ILSE PAQUIN**  
COLLABORATION SPÉCIALE  
ATHÈNES

La crise, ils la prévoyaient depuis au moins cinq ans. Selon les analystes grecs interrogés par *La Presse*, tous les signes étaient là: un déficit lourd, une dette qui se creusait chaque année, un manque de compétitivité à l'international, un gouvernement laxiste et sans vision.

Avant tout, ce sont les déséquilibres économiques qui ont fait basculer la Grèce, explique Gikas Hardouvelis, professeur et économiste en chef au groupe EFG Eurobank Ergasias.

«Notre taux d'inflation mensuel était toujours supérieur à celui de la zone euro depuis 2001. Notre déficit enflait chaque année pour frôler les 14% du PIB vers 2008. Cela ne pouvait continuer éternellement», dit celui qui a fait ses classes à Wall Street avec Ben Bernanke, l'actuel président de la Réserve fédérale américaine.

Au-delà des chiffres, il y a eu un déficit de vision de la part des dirigeants, croit Jens Bastian, économiste senior pour le groupe de réflexion Eliamep.

«Les Jeux olympiques de 2004 ont été une occasion ratée. La Grèce était soudain sur la carte des investisseurs étrangers. Malheureusement, elle n'en a pas profité pour créer des industries fortes», dit l'Allemand, qui habite la Grèce depuis 13 ans.

## Vilains spéculateurs

L'irresponsabilité des partis qui se sont succédé au pouvoir est bien sûr montrée du doigt. «À toujours emprunter pour rembourser la dette, le pays s'est fait imposer des taux d'intérêt toujours plus élevés», affirme Jens Bastian.

Le président de la Bourse d'Athènes, Spiros Capralos,

a des mots très durs envers l'agence Standard & Poor's, qui a dégradé la note des obligations grecques, maintenant considérées «pourries».

«Cela démontre un grave manque de professionnalisme. Des pays avec une économie pire que la nôtre ont déjà eu des meilleures notes. Encore beaucoup d'investisseurs étrangers ont confiance en notre économie», insiste-t-il.

Un économiste qui ne veut pas être nommé croit que l'agence S & P fait le jeu des spéculateurs sans scrupules.

«Quel pays les requins de la finance vont-ils faire tomber ensuite? demande M. Capralos. L'Italie?»

## Régime maigre

Quel est le meilleur remède pour une sortie de crise? Un plan d'aide international mettant à partie l'Europe et le FMI n'est que le début d'une longue réhabilitation.

Une restructuration de la dette de la Grèce, en d'autres mots, sa faillite, n'est dans l'intérêt de personne en Europe. «Les investisseurs européens détiennent 260 milliards d'euros en obligations souveraines grecques», soit 87% de sa dette, explique Gikas Hardouvelis.

Pas question non plus que la Grèce sorte de la zone euro, disent en chœur les experts. «Cela plongerait le pays dans une dépression économique pendant des années, voire des décennies», dit M. Hardouvelis. La meilleure option possible est un rééchelonnement de la dette, par exemple en repoussant la date d'échéance des obligations de cinq à dix ans. «Ce serait une façon pour la Grèce de gagner du temps pour se sortir de l'ornière», croit Jens Bastian.

Malgré la colère des fonctionnaires face aux coupes annoncées, le gouvernement n'aura pas le choix d'imposer des réformes radicales dans le secteur public, le grand malade de la Grèce, selon M. Hardouvelis.

«Comme économiste, je me réjouis que le gouvernement soit ainsi forcé d'agir, dit-il. La classe politique a fermé les yeux trop longtemps sur les déficits de sociétés d'État, comme les compagnies ferroviaires. Les Grecs ne peuvent plus traiter le secteur public comme une vache à lait.»

## NOUVELLES MESURES D'AUSTÉRITÉ DOULOUREUSES

**NICHOLAS PAPHITIS**  
ASSOCIATED PRESS

ATHÈNES — Le premier ministre grec Georges Papandréou a invoqué hier le «devoir patriotique» et la «survie» du pays pour défendre de nouvelles mesures d'austérité douloureuses pour la population. C'est la contrepartie du plan de sauvetage de 45 milliards d'euros de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) dont la finalisation paraît imminente.

«Les mesures que nous devons prendre, qui sont des mesures d'économie, sont nécessaires pour la protection de notre pays», a déclaré Georges Papandréou devant le Parlement. «Pour notre survie, notre avenir, pour que nous puissions nous tenir fermement sur nos jambes», a-t-il ajouté.

Athènes a demandé il y a une semaine l'activation du plan de soutien promis par l'UE et le FMI qui lui fournirait 45 milliards d'euros de prêts cette année et, selon certaines informations, jusqu'à 120 milliards sur trois ans. Les négociations entre la Grèce, l'UE et le FMI sur les mesures supplémentaires requises pour la mise en œuvre du plan devaient être bouclées ce week-end.

Le porte-parole du ministère allemand des Finances Michael Offer a précisé hier qu'il s'attendait à ce qu'Athènes présente le nouveau plan d'austérité d'ici demain. Selon des sources proches du dossier, ces mesures pourraient inclure une nouvelle réduction des salaires de la fonction publique et des retraites, ainsi qu'une nouvelle hausse des taxes indirectes.

Le ministre grec des Finances Georges Papaconstantinou a confirmé qu'un accord était «très proche».



## Thérapie de choc pour les Grecs

**CHOC**  
suite de la page 1

L'État doit économiser 24 milliards d'euros sur les deux prochaines années selon le *Financial Times*. L'objectif est de rabaisser le déficit du produit intérieur brut (PIB) de 14% à 4% à la fin de 2011.

«C'est notre devoir patriotique de prendre ces décisions, peu importe le coût politique, a affirmé hier le premier ministre grec, Georges Papandréou. Le coût de ne rien faire serait bien pire.»

Le gouvernement espère obtenir son premier prêt d'ici le 19 mai. Environ 45 milliards d'euros seraient déjà sur la table. Toutefois, les analystes sont d'avis que l'enveloppe d'aide totale pourrait atteindre

150 milliards pour les trois prochaines années.

## À qui la faute?

Les fonctionnaires, qui représentent 13% de la population, écoperont. C'est le cas de Lionpra Magda. Son salaire mensuel a déjà été réduit de 1000 à 800 euros en janvier. Elle peine à joindre les deux bouts.

«Je m'achète moins de viande, je bois moins de café, dit la mère de famille de 45 ans. Je suis inquiète pour l'avenir de mes trois enfants.»

Chacun a son opinion sur le coupable. L'agent immobilier Dimitri Polizos en veut à l'Allemagne, qui doit essuyer 28% de la dette grecque à cause de son économie forte.

«Les Allemands racontent des mensonges sur nous,

ils nous méprisent», dit le jeune homme aux cheveux gominés.

Nikos, chauffeur d'autobus, blâme la corruption des politiciens. «Pendant des années, ils ont bouffé notre argent. Je n'ai plus confiance en eux», dit l'homme qui préfère taire son patronyme.

D'ailleurs, les manifestations devant les ministères sont presque quotidiennes. Encore jeudi soir, les forces policières ont repoussé 500 manifestants qui tentaient de pénétrer dans le ministère des Finances.

Une grande marche coïncidera aujourd'hui avec la fête du Travail. Toutefois, les syndicats misent sur la grève générale de mercredi prochain pour faire entendre leur colère.

«Tous nos acquis sont en train de s'effondrer, dit Vasilis Xenakis, porte-parole du grand syndicat ADEDY, la voix tremblante de rage. Si notre soi-disant gouvernement socialiste n'arrête pas ses coupes, il ne restera pas longtemps au pouvoir.»

Les jeunes adultes, incapables de trouver un emploi, envisagent l'exil ou embrassent l'anarchisme, comme Foti Zontas. «Cette crise démontre l'échec du capitalisme, dit l'artiste de 30 ans. Quand je manifeste, j'ai envie de tout casser.»

Un conflit générationnel pourrait ankyloser la reprise, croit l'économiste Jens Bastian. «Si la Grèce ne convainc pas ses jeunes de rester au pays, elle perdra sa force vitale», dit le consultant du groupe de réflexion Eliamep.

